

DECLARATION SUR LES MASSACRES PERPETRES A NGARAMA DEPUIS  
LE 08/02/1993, DATE DE REPRISE DES HOSTILITES.

-----

En date du 26/03/1993 des journalistes de la presse officielle et privée ainsi que des délégués des associations de défense des droits de l'homme au Rwanda se sont rendus à NGARAMA pour constater les faits qui ont eu lieu dans cette zone.

Les signataires de la présente ont constaté ce qui suit :

- L'équipe du GOMN qui nous a accompagnés incluait des représentants des FAR, alors que ceux du F.P.R. étaient écartés.
- Arrivés à NGARAMA vers 13 heures, nous avons été accueillis par le Bourgmestre de NGARAMA, Monsieur Jean Providence GAHUTU, que nous avons trouvé dans les positions de l'armée rwandaise, en compagnie de quelques civils et militaires.
- Les militaires du GOMN se sont adressés à lui (Bourgmestre) pour demander de nous faire circuler dans la zone, parce que, disaient-ils, c'était lui qui avait organisé ce voyage.
- Nous sommes entrés dans cette zone par la cellule NYARUBUNGO du secteur NGARAMA, où nous avons observé les lieux et recueilli quelques témoignages.
- Les témoins étaient pour la plupart des responsables de la commune (Conseillers et membres des cellules).
- Tous les témoignages sont concordants sur les points suivants :
  - 1° le fait que presque toutes les personnes tuées ont été massacrées après le 10/02/93 en tentant d'aller chercher des denrées alimentaires dans leurs champs.
  - 2° le fait que les militaires rwandais n'ont plus été dans cette zone contrôlée par le F.P.R., depuis son occupation par ce dernier.
  - 3° le fait que les personnes tuées étaient d'abord ligotées avec des houes usagées (amafuni) puis assommées.
  - 4° la liste des personnes qui avaient perdu la vie dans cette région : HABIMANA, AHORWENDEYE, MARIYA, NYIRABASHUMBA, DAGARI, NSHUNGUYINKA (tous d'une même famille), KAJUGIRO, MUSONERA, FONORI, ... Les autres noms rapportés des personnes tuées sont : KAMPIRWA, KANKINDI, GAHAKWA, KAYUMBA, GATUNA (qui était membre du comité de cellule et tué le 08/02/93), BIZIMANA et 2 autres jeunes gens.

- 5° le fait qu'il n'y a pas eu encore de victime de mines, à part une personne qui a succombé dans le secteur KIGASHA, dans la 1ère semaine de Mars 1993.
- 6° le fait que les déplacés de la cellule BUGAMBA, secteur NGARAMA ont vu des mines posées.
- 7° Que les combattants du F.P.R.-INKOTANYI ont occupé la cellule NYARUBUNGO sans combats.
- 8° Que lors de leurs attaques du 08/02/93, les combattants du F.P.R. demandaient aux civils de fuir les lieux de combats.
- 9° Que plusieurs personnes ont été enterrées dans une fosse commune.

D'après les témoignages du Bourgmestre Jean Providence GAHUTU, sa commune a perdu 134 personnes.

Dans le secteur NGARAMA, cellule BUGAMBA, parmi les témoins se trouvaient le conseiller du secteur GIKINGA et un certain MUVUNYI ainsi que Fidèle MBYALIYEHE et Frédéric MUNYANEZA.

Ce que nous avons vu :

- Avant d'entrer à NGARAMA, nous avons vu un civil armé d'un fusil sur une barrière.
- Plusieurs maisons abandonnées ont été abîmées : tôles, portes et fenêtres volées.
- Une dizaine de corps non inhumés, ou ensevelis à moitié, dispersés dans des bananeraies. Ils ont été filmés sur vidéo et photographiés.
- Les dates de décès n'étaient sûrement pas les mêmes, car il y avait des corps déjà décomposés, des corps récents non décomposés datant de 5 jours au plus et des squelettes datant de plus longtemps.
- D'une manière générale, il y a plusieurs mouvements de personnes déplacées qui passent la journée dans leurs champs pour chercher à manger, mais n'osent pas encore regagner leurs résidences dans cette zone tampon.

Les déclarations du Docteur MUPENDANA de l'Association TABARA qui a parlé le même jour n'engage que lui même. Les 60 cadavres qu'il a déclarés à la Radio-Rwanda, n'ont pas été observés.

## OBSERVATIONS

- Nous avons été indignés par le fait que toutes les personnes tuées n'étaient pas inhumées, même 2 semaines après le rétablissement du cessez-le-feu, malgré l'interdiction de tels traitements par la législation en vigueur sur les funérailles.
- Nous désapprouvons le fait d'armer les civils dans ces régions.
- Nous contestons le comportement des autorités tant civils que militaires qui n'organisent pas la population civile en la laissant se rendre sur les lieux de batailles au lieu de lui indiquer des couloirs humanitaires conformément aux règles applicables pendant la conduite des hostilités (Convention de Genève).
- Nous prions la Radio-Rwanda de réserver la même place à notre déclaration que celle qu'elle a réservée aux déclarations du Docteur MUPENDANA de l'Association TABARA et à celle des journalistes de la presse officielle.

## CONCLUSIONS

D'après les faits constatés et le regroupement des différents témoignages il serait hasardeux de se prononcer catégoriquement sur les auteurs des massacres. en tout cas, rien ne prouve que c'est le F.P.R. qui a tué ces gens comme l'affirme la Radio-Rwanda. Il faudra faire une enquête plus sérieuse pour rétablir les différentes responsabilités.

Fait à Kigali, le 10 avril 1993

### Les journalistes signataires

RWANDA RUSHYA : KAMEYA A.

CANGUKA : KAYIRANGA M.

MURAVA MAGAZINE: SEBASAMEZI E.

INYAMATEKA: GASASIRA G.

LIBERTE DE LIBERTE: MPAYIMANA E.

LE FLAMBEAU : KARINGANIRE CH.

NYAMATEKA: NSENGIYUMVA S.

LE TRIBUN DU PEUPLE: GAKWAYA J.

KANYARWANDA: RUHATANA Ignace.

NYAMATEKA: HANGIMANA F.X.

### Les représentants des Associations pour la Défense des Droits de l'Homme au Rwanda

1. KANYARWANDA: MUTESA D.

2. A.J.L. : M. RUBEREGISI C.

3. LICHREDHOR : BIRAMVU J.P.

4. A.V.P : KANZAYIRE B.

5. ARDHO : Maitye NKONGOLI-L.

- Son Excellence Monsieur  
le Président de la République  
Rwandaise  
KIGALI.-